



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 16 DEC. 2025**

modifiant les prescriptions applicables à l'élevage de poulets de chair  
de M. OTT FREDERIC, implanté sur la commune de Ohlungen

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R.181-46 ;
- VU** la directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles (directive IED) ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 autorisant M. Frédéric OTT à exploiter un élevage « IED » de 53 000 emplacements de volailles de chair sur la commune de Ohlungen ;
- VU** le « porter à connaissance » déposé par M. OTT Frédéric le 31 mars 2025 et complété le 20 août 2025 ;
- VU** l'avis du service d'incendie et secours du Bas-Rhin en date du 29 avril 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 14 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** le « porter à connaissance » transmis par M. OTT Frédéric le 31 mars 2025 informant l'autorité préfectorale des modifications intervenues sur cette installation classée pour la protection de l'environnement, dont l'augmentation de l'effectif maximal présent sur site est de 3 % ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation déclarée par l'exploitant ne sont pas des modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort du rapport de l'inspection des installations classées que les modifications de l'installation ne modifient pas la maîtrise des impacts de l'activité sur les intérêts protégés par les articles L.211-1 et L511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** toutefois que l'ajout de panneaux photovoltaïques nécessite l'ajout de prescriptions spécifiques ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS**

#### **ARTICLE 1-1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Le présent arrêté complète l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 autorisant M. Frédéric OTT à exploiter un élevage « IED » de 53 000 emplacements de volailles de chair sur la commune de Ohlungen.

#### **ARTICLE 1-1-2 : NATURE DES INSTALLATIONS**

Les deux premiers tableaux de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 autorisant M. Frédéric OTT à exploiter un élevage « IED » de 53 000 emplacements de volailles de chair sur la commune de Ohlungen sont modifiés comme suit :

<b>Rubrique Alinéa</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement</b>	<b>Volume</b>	<b>Arrêté ministériel applicable</b>
3660-a	Autorisation	Activité d'élevage intensif de volailles de plus de 40 000 emplacements	54 600 emplacements	27 décembre 2013 modifié

<b>Bâtiments</b>	<b>Surface</b>	<b>Capacité</b>	<b>Mode d'élevage</b>	<b>Parcelles cadastrales</b>
Bâtiment P1	420 m <sup>2</sup> de surface utile	8940 emplacements	Litière paillée	Section 48 parcelles 37, 38, 39
Bâtiment P2	440 m <sup>2</sup> de surface utile	8940 emplacements	Litière paillée	
Bâtiment P3	620 m <sup>2</sup> de surface utile	13 770 emplacements	Litière paillée	
Bâtiment P4	1 116 m <sup>2</sup> de surface utile	22950 emplacements	Litière paillée	

### **TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2-1 : INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES**

L'article 2-1-1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 est complété par les dispositions suivantes :

« L'ensemble de l'installation photovoltaïque est conçue, en matière de sécurité incendie, selon les préconisations du guide réalisé par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).



Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Cet objectif peut être atteint par l'une des dispositions suivantes (par ordre décroissant d'importance) :

- un arrêt d'urgence sera mis en place et positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque. Il sera piloté depuis une commande regroupée avec la mise hors-tension ;
- les câbles devront cheminer autant que possible en extérieur et pénétrer directement dans chaque local technique « onduleur » du bâtiment. À défaut, les câbles pourront cheminer à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et être placés dans un cheminement technique protégé. Ceux-ci devront avoir le même degré coupe-feu que le degré stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
- les câbles pourront cheminer uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume sera situé à proximité immédiate des modules. Il ne sera accessible ni au public, ni au personnel ou aux occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume devra être stable au feu avec le même degré de stabilité au feu que le bâtiment ;
- les onduleurs peuvent être positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
- lorsqu'il existe, le local onduleur devra être isolé par des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifié par un panneau inaltérable.

Un pictogramme inaltérable dédié au risque photovoltaïque est apposé à l'extérieur du bâtiment, à l'accès des secours, à l'accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque et sur les câbles DC tous les 5 mètres.

L'exploitant installe des coupe-circuits à sécurité positive au plus près des panneaux ou des membranes, pilotés à distance par une commande centralisée placée à proximité de l'accès des secours.»

### **TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **ARTICLE 3-1 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 3-4: EXÉCUTION**

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. OTT Frédéric,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de la commune de Ohlungen.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO